

Égypte : Une répression systématique et sans fin

samedi 29 janvier 2022, par [Human Rights Watch \(HRW\)](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2022).

Des défenseurs des droits humains et des citoyens ordinaires sont ciblés, harcelés et torturés

(Beyrouth) – Les tentatives superficielles de [l'Égypte](#) pour donner une impression de progrès en matière de droits humains n'ont pas réussi à masquer la répression brutale du gouvernement contre toutes sortes de dissidences en 2021, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui dans [son Rapport mondial2022](#).

Bien qu'ayant mis fin à l'état d'urgence à l'échelle nationale en octobre, le gouvernement [égyptien](#) a joint des dispositions de décret d'urgence à d'autres lois, et les [cours](#) de sûreté de l'État d'exception ont continué à poursuivre les activistes politiques pacifiques et défenseurs des droits humains. En janvier 2021, les règlements [d'application](#) de la loi sur les associations ont formalisé des restrictions étendues et arbitraires sur les organisations indépendantes de la société civile, les obligeant à s'enregistrer avant le 11 janvier 2022, sous peine de dissolution. Les autorités ont utilisé des lois discriminatoires sur la moralité et la débauche afin d'arrêter et de détenir des influenceuses des médias sociaux sur des accusations injustes d'« *atteinte aux valeurs familiales* ».

« *En 2021, le gouvernement du président Abdel Fattah al-Sissi a continué sur la voie d'une répression implacable* », a déclaré [Joe Stork](#), directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch.

Le Rapport mondial 2022 de HRW examine les pratiques en matière de droits humains dans plus de 100 pays.

Dans son Rapport mondial 2022, dont c'est la 32^e édition et qui compte 752 pages, Human Rights Watch examine les pratiques en matière de droits humains dans près de 100 pays. [Kenneth Roth](#), son Directeur exécutif, y [remet en question](#) l'idée reçue selon laquelle l'autocratie serait en plein essor. Récemment, dans divers pays, de nombreuses personnes sont descendues dans la rue malgré le risque d'être arrêtées ou de se faire tirer dessus, preuve que l'attrait de la démocratie reste fort. Dans le même temps, les autocrates ont de plus en plus de mal à manipuler les élections en leur faveur. Pour Kenneth Roth, il n'en reste pas moins que les dirigeants démocrates doivent faire plus encore pour relever les défis au niveau national et mondial, et s'assurer que la démocratie tienne ses promesses.

Les forces de sécurité égyptiennes ont agi en toute impunité, procédant régulièrement à des [arrestations](#) arbitraires, à des disparitions forcées ainsi qu'à la [torture](#) à l'encontre d'activistes politiques réels ou présumés et de citoyens ordinaires. Un [rapport](#) de Human Rights Watch publié en septembre a documenté plus d'une douzaine d'exécutions extrajudiciaires de prétendus « *terroristes* » par les forces de l'Agence nationale de sécurité lors de prétendues « *fusillades* », malgré les preuves que les personnes tuées ne représentaient aucun danger pour les forces de

sécurité ou qui que ce soit d'autre, et que dans de nombreux cas elles se trouvaient déjà en détention.

Les autorités ont étendu la répression aux militants [à l'étranger](#) en arrêtant et parfois en « *faisant disparaître* » des membres de leurs familles en Égypte, notamment la famille de Mohamed Soltan, défenseur des droits humains basé aux États-Unis.

L'armée a imposé de sévères restrictions à la liberté de mouvement dans le Sinaï Nord et a démoli des centaines de maisons et rasé la plupart des [terres agricoles](#) du gouvernorat, où l'armée combat le groupe armé *Wilayat Sina'*. De nombreuses démolitions ont eu lieu en l'absence de nécessité militaire « *absolue* » et peuvent constituer des crimes de guerre.

En décembre 2020, les autorités ont [arrêté](#) Safwan Thabet, un homme d'affaires, ainsi que son fils, Seif Thabet, en février 2021, et les ont maintenus en détention provisoire dans des conditions s'apparentant à de la torture après qu'ils auraient refusé les demandes des agents de la sécurité de céder le contrôle des actifs de leur entreprise à l'État.

En septembre, le président Abdel Fattah al-Sissi a présenté une « *Stratégie nationale pour les droits humains* », que les groupes de défense des droits humains égyptiens ont vivement [critiquée](#) pour ne pas avoir résolu la crise multiforme des droits humains dans le pays.

Lors d'une [déclaration](#) conjointe prononcée au cours de la 46^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en mars, 32 pays ont déclaré qu'ils étaient « *profondément préoccupés par la trajectoire des droits humains en Égypte* » et ont souligné les « *restrictions imposées par le gouvernement à la liberté d'expression et au droit de rassemblement pacifique, l'espace restreint pour la société civile et l'opposition politique, ainsi que l'application de la législation antiterroriste contre les critiques pacifiques.* »

Human Rights Watch (HRW)

P.-S.

- Human Rights Watch. 2022/01/13 : <https://www.hrw.org/fr/news/2022/01/13/egypte-une-repression-systematique-et-sans-fin>